

Pour une politique de souveraineté européenne du numérique

Déclaration du groupe Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Développer une souveraineté européenne numérique, ce n'est pas uniquement créer les conditions pour l'émergence d'entreprises et des réglementations plus strictes, c'est bien plus que cela. C'est respecter deux enjeux qui sont majeurs aux yeux du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse : les enjeux démocratiques et écologiques.

Les enjeux démocratiques sont traités dans l'avis, à travers la protection des données et la neutralité du Net. Nous souhaitons insister sur deux points abordés par le projet d'avis. Le premier concerne la « cyber violence » : nous pensons important de responsabiliser les plateformes qui diffusent de façon prioritaire des contenus violents afin de capter l'attention des internautes et d'augmenter la consommation.

Le deuxième concerne l'approche : les enjeux démocratiques ne peuvent être traités uniquement d'un point de vue de la réglementation. La récente révélation concernant des milliardaires américains qui financent en Europe des campagnes de désinformation le montre bien : celles et ceux qui souhaitent influencer et désinformer par Internet savent comment faire et trouveront toujours des moyens. Nous pensons que l'éducation tout au long de la vie à l'usage des outils numériques et à l'analyse critique des informations permettrait aussi de renforcer la citoyenneté européenne.

La souveraineté numérique européenne doit aussi s'accompagner d'une réflexion et d'actions fortes concernant la transition écologique. À deux jours de la grève internationale pour le climat, il nous semble primordial de prendre en compte l'impact des objets électroniques sur les ressources naturelles. L'avis aurait pu aller plus loin sur ce point.

Une des propositions phare de ce projet d'avis est l'adoption d'un cadre fiscal commun de façon à ce que les plateformes numériques contribuent, elles aussi, à l'effort fiscal. Reprenons à ce titre, les propositions de notre dernier avis sur l'évitement fiscal.

Enfin, favoriser la souveraineté numérique européenne, c'est ne pas laisser de côté la moitié de la population. Les femmes qui, il faut le rappeler, ont été les premières développeuses, sont aujourd'hui sous représentées dans cette économie alors qu'elles sont plus diplômées en moyenne que les hommes. Le développement économique de ce secteur ne pourra pas se faire sans elles. Nous soutenons donc la préconisation qui vise à mobiliser les fonds européens pour la sensibilisation des jeunes femmes aux métiers du numérique.

Le groupe a voté favorablement cet avis.